

LES PROCEDES COMMUNICATOIRES EQUIVALENTS OU VOISINS DE L'ASTREINTE DANS LE SYSTEME JURIDIQUE DE LA GRANDE-BRETAGNE

(civil contempt / contempt in procedure)

Textes de référence (en annexe):

- ✓ Chambre des Lords: 27 juillet 1993, M. c/ Home Office, All England Reports, 1993, vol. 3, pp. 537 à 569. (Extrait)
- ✓ Rules of the Supreme Court, Order 52 (Extrait)
- ✓ Rules of the Superior Court, Order 44 (Extrait)

Table des matières

A. Le principe	3
1. Les éléments constitutifs.....	3
a) L'élément moral	3
b) L'élément intentionnel	3
2. Domaine d'application et la nature de l'infraction et la sanction.....	4
a) L'extension de son domaine d'application	4
b) La nature	5
B. La procédure et la sanction	5
1. La procédure	5
a) La procédure dite de renvoi.....	6
b) La voie de saisie-conservatoire	6
c) Les voies de recours	6
2. La sanction	7
a) L'emprisonnement	7
b) La saisie-conservatoire.....	7
C. Annexes	9
1. Chambre des Lords: 27 juillet 1993, M. c/ Home Office, All England Reports, 1993, vol. 3, pp. 537 à 569. (Extrait).....	9
2. Rules of the Supreme Court, Order 52 (Extrait)	11
3. Rules of the Superior Court, Order 44 (Extrait)	13
4. Bibliographie.....	14

Introduction

L'efficacité de tout droit subjectif suppose une sanction éventuelle. Un jugement condamnant le défendeur à fournir une prestation ou une ordonnance de justice ordonnant à celui-ci de faire ou de ne pas faire (*injunction*) nécessite, selon le cas, soit une exécution (*enforcement*), soit un respect de la décision.

Hormis les voies d'exécution classiques qui organisent normalement la mise en oeuvre d'une décision de justice, les systèmes de Common Law en général, et droit britannique en particulier ne prévoient qu'un seul type de procédé comminatoire qui peut être rapproché de l'astreinte : l'incrimination et la répression de la résistance opposée à l'exécution de la décision de justice. C'est le délit de mépris de la Cour ou d'atteinte à l'autorité de la justice' (*contempt of court*)¹.

L'atteinte à l'autorité de la justice englobe en Common Law de nombreux délits relatifs à la justice, notamment l'atteinte dite de nature pénale (*criminal contempt*) et celle dite de nature civile (*civil contempt/contempt in procedure*)².

L'atteinte de nature pénale implique surtout le discrédit jeté sur l'autorité de justice. L'atteinte de nature civile implique la méconnaissance et la violation d'une décision de justice. Seul ce dernier aspect de l'atteinte à la cour nous retiendra ici.

L'atteinte de nature civile est l'infraction commise par celui qui n'obéit pas à une décision de justice (*disobeys to an order of the court*) ou, plus exactement, ne procède pas comme le juge lui a demandé. L'auteur d'une telle infraction (*the contemnor*) peut alors être puni sévèrement. La menace de cette sentence est à la base de la fonction comminatoire du procédé.

Avec l'existence des voies d'exécution forcées simplifiées, l'infraction d'atteinte de nature civile est rarement constituée lorsqu'il s'agit du recouvrement d'une créance, d'autant que le juge britannique répugne à connaître des actions pour atteinte à son autorité dès lors que le créancier dispose des voies d'exécution³.

Néanmoins, l'infraction est constatée par le juge lorsque la décision de justice à laquelle le défendeur ne s'est pas conformé comporte une obligation de comportement (de faire ou de ne pas faire). Cette infraction est courante en droit de la famille.

L'étude de l'atteinte à l'autorité de la justice (*civil contempt/contempt in procedure*) comportera l'exposé du principe de cette infraction (A) et l'analyse de la procédure et de la sanction afférente (B).

1 Littéralement, contempt of court peut être traduit par outrage à la cour, mais cette notion n'a pas en français une définition aussi large que le terme anglais. Sur le sujet v. MILLER C.J.: "Contempt of court", Oxford, Clarendon Press, 1989, 492 p.

2 Sur la critique de cette distinction, v. Cour d'Appel: 17 juillet 1987, Attorney General c/ Newspaper Publishing PLC et consorts, All England Reports, 1987, vol. 3, pp. 276 à 315, v. les décisions de Sir John Donaldson et le Lord-Juge Lloyd.

³ ARLIDGE Anthony et EADY David: "The law of contempt", Londres, Sweet & Maxwell, 1982, 479 p., v. p. 263 et s.

A. Le principe

L'infraction d'atteinte à l'autorité de la justice n'est commise que si certains éléments de fait sont réunis (1). Ensuite, il y a lieu de voir si la personne ou une institution qui en est responsable peut être sanctionnée et de quelle manière. Nous examinerons en ce sens le domaine d'application et la nature de la sanction pour atteinte à l'autorité de la justice (2).

1. Les éléments constitutifs

Comme pour les délits de pur droit pénal, l'atteinte à l'autorité de la justice de nature civile suppose que deux éléments soient réunis: l'élément matériel (a) et l'élément moral (b).

a) L'élément moral

L'élément matériel traduit l'idée d'un comportement de fait (*actus reus*). Concrètement, il faut que le défendeur ait refusé d'exécuter ou obéir à une décision de justice (*disobeyed to a judgment or order*).

Le refus doit être manifeste et grave. Les simples difficultés techniques ou les petites incidences (*accidental disobedience*) à l'exécution d'un jugement ne constituent point une infraction au sens de la Common Law⁴.

Le comportement de fait fautif doit être démontré et prouvé par le créancier au-delà de tout doute raisonnable (*beyond reasonable doubt*) conformément au droit de la preuve en Common Law⁵.

b) L'élément intentionnel

La nécessité ou non de l'existence d'une intention délictueuse (*mens rea*) de la part du défendeur récalcitrant n'est pas absolue en droit britannique. Traditionnellement, le juge considère que l'élément intentionnel n'est pas requis⁶ et l'atteinte à l'autorité de la justice engage en droit pénal la responsabilité même sans faute (*strict liability*) de son auteur⁷.

Cependant les anciennes Règles de la Cour Suprême (*Rules of Supreme Court*) exigeaient que le refus ait été intentionnel. Les nouvelles Règles⁸ ne posent plus une telle

⁴ Chambre des Lords: 26 juillet 1972, Heaton's Transports (St. Helen's) Ltd. c/ Transport and General Workers' Union, The Law Reports, Appeal Cases, 1973, pp. 15 à 115.

⁵ Cour d'Appel: 21 juillet 1969, In re Bramblevale Ltd., The Law Reports, Chancery Division, 1970, pp. 128 à 138.

⁶ Haute Cour de Justice: 13 avril 1910, Starcomb c/ Trowbridge Urban District Council, The Law Reports, Chancery Division, 1910, vol. 2, pp. 190 à 197. LOWE Nigel et SUFFRIN Brenda: "The law of contempt", Londres, Butterworths, 1996, 707 p., v. p. 569 et s.

⁷ CARD Richard: "Criminal law", Londres, Butterworths, 1995, 595 p., v. p. 371.

⁸ Article 5 de l'Ordonnance N° 45 des Règles de la Cour Suprême.

condition. Néanmoins, il demeure que la jurisprudence continue à exiger la démonstration de la faute et de la mauvaise conduite du débiteur récalcitrant⁹.

Par ailleurs, la Loi et la jurisprudence imposent à la partie ayant gagné le procès l'obligation de notifier le jugement au défendeur avant de pouvoir demander son exécution¹⁰. La notification doit être accompagnée d'une notice informant le défendeur que s'il refuse d'exécuter la décision, il pourra être contraint par la force, c'est-à-dire, être sanctionné pour atteinte à l'autorité de la justice¹¹. Si la notification ne porte pas cette mention, le créancier ne pourra saisir le juge en vue d'une condamnation du défendeur pour atteinte à l'autorité de la justice.

Il va de soi que si ces conditions sont réunies et si le défendeur est récalcitrant, il serait alors plus ou moins aisé d'établir son intention délictueuse.

2. Domaine d'application et la nature de l'infraction et la sanction

Le délit d'atteinte à l'autorité de la justice est aujourd'hui d'application étendue (a) même si sa nature reste très controversée (b).

a) *L'extension de son domaine d'application*

L'atteinte à l'autorité de la justice de nature civile est, dans son principe, d'application large. Toutes les personnes, les parties aussi bien que les tiers, qui portent atteinte au bon fonctionnement de la justice peuvent être sanctionnées¹². Cette infraction s'applique aussi aux personnes morales de droit privé.

Il reste la question des personnes morales de droit public, notamment la Couronne¹³. En Common Law, le concept de la Couronne est infiniment complexe. La Couronne bénéficie des immunités¹⁴ et l'adage selon lequel le Roi ne peut mal faire (*The King can do no wrong*) traduit l'idée que le Roi n'est pas responsable¹⁵. Techniquement on peut affirmer que la Couronne n'a pas de personnalité juridique et étant historiquement la source de la Common Law elle est nécessairement extérieure à celle-ci.

Cependant, le droit positif anglais comporte des aménagements à ce principe cardinal¹⁶. La Loi de 1947 sur les actions en justice portées contre la Couronne permet d'engager la responsabilité de celle-ci dans certains cas afin d'obtenir des dommages-intérêts.

⁹ Cour de la Concurrence: 17 juin 1966, In re Mileage Conference Group of the Tyre Manufacturers' Conference Ltd's Agreement, Weekly Law Reports, 1966, vol. 1, pp. 1137 à 1170.

¹⁰ Article 7-2-2 de l'Ordonnance N° 45 des Règles de la Cour Suprême.

¹¹ Article 7-4-a de l'Ordonnance N° 45 des Règles de la Cour Suprême.

¹² Cour d'Appel: 16 février 1897, Seaward c/ Paterson, The Law Reports, Chancery Division, 1897, vol. 1, pp. 545 à 560.

¹³ De nombreuses autorités publiques, en particulier le gouvernement, agissent au nom de la Couronne.

¹⁴ MCNICOL Suzanne B.: "Law of privilege", Sydney, The Law Book Company Ltd, 1992, 501 p., v. p. 374 et s.

¹⁵ PHILLIPS Hood O. et JACKSON Paul: "Constitutional and Administrative law", Londres, Sweet & Maxwell, 1987, 808 p., v. p. 702.

¹⁶ JONES Brian et THOMPSON Katharine: "Administrative law", Londres, Butterworths, 1996, 577 p., v. p. 328 et s.

Jusqu'à une date récente¹⁷, les tribunaux se déclaraient incompétents à émettre des injonctions à l'encontre de la Couronne.

La sentence pour atteinte à l'autorité de la justice est considérée comme punitive et personnelle¹⁸. Comment l'appliquer à la Couronne ou à ses agents (les ministres) ? Conscient des difficultés techniques et théoriques, le juge britannique a considéré qu'il est nécessaire pour le bon fonctionnement de la justice que des agents de la Couronne (c'est-à-dire le gouvernement ou l'Administration) soient reconnus coupables en leur capacité dès lors qu'ils n'exécutent ou n'obéissent pas à des décisions de justice¹⁹. Le juge ne prononcera que la culpabilité du ministre ou du fonctionnaire sans déterminer une sanction²⁰. Les conséquences seront, estime le juge, politiques et non juridiques.

b) *La nature*

La nature de l'infraction et la sanction pour atteinte à l'autorité de justice de nature civile est également est ambiguë. Comme nous l'avons indiqué, la jurisprudence et la doctrine distinguent en la matière les infractions à caractère civil et celles à caractère pénal. Au-delà de cette distinction, la sanction pour ces infractions est commune en ce sens que le même type de sanction peut s'appliquer dans les deux cas. La sanction peut s'analyser comme une peine privée mais elle s'apparente davantage à une sanction pénale lorsqu'elle est une mesure privative de liberté.

Enfin, il faut souligner que la sanction pour atteinte à l'autorité de la justice ressemble à la *manus injectio* du droit romain en ce sens qu'elle peut être un procédé d'exécution sur la personne (l'incarcération du débiteur récalcitrant). Elle peut aussi être, bien entendu, un procédé d'exécution sur les biens (saisie-conservatoire, amende etc.).

B. La procédure et la sanction

Traditionnellement le pouvoir de punir un défendeur récalcitrant pour atteinte à l'autorité de la justice relève de l'imperium des magistrats. Désormais, quelques lois réglementent la procédure (1).

Les sanctions prévues sont des sanctions de droit commun (2).

1. La procédure

17 Chambre des Lords: 11 octobre 1990, Regina c/ Secretary of State for Transport, ex parte Factortame Ltd, The Law Reports, Appeal Cases, 1991, vol. 1, pp. 603 à 683. Dans cet arrêt- les juges émettent une injonction contre la Couronne.

18 Cour d'Appel: 29 novembre 1991, M c/ Home Office, All England Reports, 1992, vol. 4, pp. 97 à 146.

19 Chambre des Lords: 27 juillet 1993, M c/ Home Office, All England Reports, 1993, vol. 3, pp. 537 à 569.

20 Haute Cour de Justice: 13 février 1997, Regina c/ City of London Magistrates' Court, ex parte Green c/ Green Staples, 1997, All England Reports, vol. 3, pp. 551 à 559.

Deux procédures distinctes sont prévues. Le choix de la procédure par le demandeur dépend de la nature de l'obligation imposée au défendeur.

Si la décision de justice impose une obligation de comportement, le demandeur saisira le juge par la procédure dite de renvoi (*way of committal*) (a) et si par contre elle impose la remise d'une somme d'argent, le créancier empruntera la voie dite de saisie-conservatoire (*way of sequestration*) (b).

Les voies de recours obéissent dans l'ensemble à des règles de droit commun (c).

a) *La procédure dite de renvoi*

En principe seule la Chambre Divisionnaire (*Divisional Court*) de la Haute Cour de Justice est compétente pour juger des affaires d'atteinte à l'autorité de la justice de nature civile. La Chambre Divisionnaire est une formation *ad hoc* comprenant deux à trois juges de la Haute Cour.

Le demandeur doit d'abord obtenir l'autorisation d'un magistrat unique en référé (*Judge in chambers*) pour saisir la Chambre Divisionnaire²¹. La procédure est à ce stade non contradictoire. En cas de refus du magistrat unique, le demandeur peut chercher une autorisation spéciale (ou extraordinaire) (*special leave*) auprès de la Chambre Divisionnaire elle-même²².

S'il obtient l'autorisation, il doit notifier le défendeur de la procédure et éventuellement la date de l'audience.

Toutefois, la Chambre Divisionnaire n'est pas compétente lorsque le jugement à exécuter a été rendu par la Cour d'Appel. Il appartient à celle-ci uniquement de statuer sur les atteintes à son autorité²³. Par ailleurs, depuis une réforme de 1981, les cours de comté (*county courts*) peuvent également être saisies par la procédure de renvoi pour l'exécution des décisions relevant de leur compétence²⁴.

b) *La voie de saisie-conservatoire*

Cette procédure s'applique pour le recouvrement des créances. Le demandeur saisit un juge de la chambre de la cour ayant prononcé la décision. L'audience est publique et contradictoire. Le demandeur doit démontrer, avec des pièces à l'appui, la non-exécution du jugement²⁵.

c) *Les voies de recours*

²¹ "The Supreme Court practice 1997", Londres, Sweet & Maxwell, 1996, vol. 1, 1858 p., v. p. 837 et s.

²² Article 2-4 de l'Ordonnance N° 52 des Règles de la Cour Suprême.

²³ Article 1-1 des l'Ordonnance N° 52 des Règles de la Cour Suprême.

²⁴ ARLIDGE Anthony, op. cit., v. p. 339.

²⁵ MAGUIRE Sarah: "Civil and criminal procedure", Londres, HLT Publications, 1991, 254 p., v. p.

Le défendeur peut interjeter appel contre une décision le condamnant pour atteinte à l'autorité de la justice auprès de la Chambre Civile de la Cour d'Appel en vertu de l'article 13 de la Loi de 1960 sur l'administration de la justice.

L'appelant doit informer à la fois le greffier de la cour ayant prononcé la décision et les parties concernées.

Enfin, un pourvoi peut être dirigé contre la décision de la Cour d'Appel auprès de la Chambre des Lords. Le demandeur au pourvoi doit obtenir au préalable l'autorisation de saisine soit de la Cour d'Appel, soit éventuellement de la Chambre des Lords elle-même.

2. La sanction

Les sanctions pour atteinte à l'autorité de la justice sont diverses et multiples en Common Law. Deux sanctions, les plus courantes et plus originales retiendront notre attention. Elles sont l'emprisonnement (a) et la saisie-conservatoire (b).

a) L'emprisonnement

L'emprisonnement constitue en la matière la sanction traditionnelle. Etant une sanction très ancienne, l'emprisonnement pour atteinte à l'autorité de la justice peut se relever très brutale et ne s'inscrit pas tout à fait dans le processus d'humanisation des peines pénales et le développement de la politique pénale vers plus de libéralisme.

Si le juge constate l'atteinte à l'autorité de la justice, il émettra un mandat de dépôt (*committal order*). Un gardien de la paix (*tipstaff*) se chargera de l'arrestation du défendeur récalcitrant et le placera en détention. Le gardien de la paix dispose des pouvoirs nécessaires pour procéder à son arrestation.

L'emprisonnement est une sanction sévère. Le juge peut ordonner²⁶ la détention du défendeur pour qu'il purge l'atteinte portée à l'autorité de la justice pour une durée déterminée (*fixed term*)²⁷. Depuis la Loi de 1981²⁸ sur l'atteinte à l'autorité de la justice, le législateur a limité la durée de la détention à deux ans maximum.

Le juge ne peut prononcer une nouvelle condamnation en cas d'inexécution de la décision après expiration de la période de détention²⁹. Il peut mettre fin à l'emprisonnement dès lors que la décision principale a été exécutée par le défendeur.

La durée de l'emprisonnement déterminée par le juge ne dépend pas de la nature ou la valeur de l'obligation contenue dans la décision principale. En ce sens, l'emprisonnement peut paraître excessivement disproportionné par rapport à l'obligation principale.

b) La saisie-conservatoire

²⁶ LAWSON F.H. et TEFF Harvey: "Remedies in English law", Londres, Butterworths, 1980, 309 p., v. p. 9.

²⁷ Cour d'Appel: 24 octobre 1995, Delaney c/ Delaney, All England Reports, 1996, vol. 1, pp. 367 à 380.

²⁸ Article 14-1 de la Loi de 1981 sur l'atteinte à l'autorité de la justice (Contempt of court Act 1981).

²⁹ Cour d'Appel; 25 juillet 1996, Kumari c/ Jalal, All England Reports, 1996, vol. 4, pp. 65 à 71.

Envers un débiteur récalcitrant, la cour émettra une ordonnance de saisie-conservatoire des biens mobiliers (*personal properties*) et immobiliers (*real properties*). La saisie frappera toutes les créances ou revenus du défendeur.

Les biens sont mis sous séquestre sous la responsabilité d'un agent jusqu'à l'exécution de la décision par le débiteur.

C. Annexes

1. Chambre des Lords: 27 juillet 1993, *M. c/ Home Office, All England Reports, 1993, vol. 3, pp. 537 à 569. (Extrait)*

Lord Woolf of Barnes:

Jurisdiction to make a finding of contempt

The Court of Appeal were of opinion that a finding of contempt could not be made against the Crown, a government department or a minister of the Crown in his official capacity. Although it is to be expected that it will be rare indeed that the circumstances will exist in which such a finding would be justified, I do not believe there is any impediment to a court making such a finding, when it is appropriate to do so not against the Crown directly, but against a government department or a minister of the Crown in his official capacity. Lord Donaldson MR considered that a problem was created in making a finding of contempt because the Crown lacked legal personality. However, at least for some purposes, the Crown has a legal personality. It can be appropriately described as a corporation sole or a corporation aggregate (per Lord Diplock and Lord Simon of Glaisdale respectively in *Town Investments Ltd v. Dept of the Environment* [1977] 1 All E.R. 813; [1978] A.C. 359). The Crown can hold property and enter into contracts. On the other hand, even after the Crown Proceedings Act 1947, it cannot conduct litigation except in the name of an authorised government department or, in the case of judicial review, in the name of a minister. In any event it is not in relation to the Crown that I differ from Lord Donaldson MR., but as to a government department or a minister.

Nolan, LJ considered that the fact that proceedings for contempt are 'essentially personal and punitive' meant that it was not open to a court, as matter of law, to make a finding of contempt against the Home Office or the Home Secretary (see [1992] 4 All E.R. 97 at 144, [1992] 1 Q.B. 270 at 311). While contempt proceedings usually have these characteristics and contempt proceedings against a government department or a minister in an official capacity would not be either personal or punitive (it would clearly not be appropriate to fine or sequester the assets of the Crown or a government department or an officer of the Crown acting in his official capacity), this does not mean that a finding of contempt against a government department or minister would be pointless. The very fact of making such a finding would vindicate the requirements of justice. In addition an order for costs be made to underline the significance of a contempt. A purpose of the courts' powers to make findings of contempt is to ensure the orders of the court are obeyed. This jurisdiction is required to be co-extensive with the courts' jurisdiction to make the orders which need the protection which the jurisdiction to make findings of contempt provides. In civil proceedings the court can now make orders (other than injunctions or for specific performance) against authorised government departments or the Attorney General. On applications for judicial review orders can be made against ministers. In consequence of the developments identified already such orders must be taken not to offend the theory that the Crown can supposedly do no wrong. Equally, if such orders are made and not obeyed, the body against whom the orders were made can be found guilty of contempt without offending that theory, which would be the only justifiable impediment against making a finding of contempt.

In cases not involving a government department or a minister the ability to *punish* for contempt may be necessary. However, as is reflected in the restrictions on execution against

the Crown, the Crown's relationship with the courts does not depend on coercion and in the exceptional situation when a government department's conduct justifies this, a finding of contempt should suffice. In that exceptional situation, the ability of the court to make a finding of contempt is of great importance. It would demonstrate that a government department has interfered with the administration of justice. It will then be for Parliament to determine what should be the consequences of that finding. In accord with tradition the finding should not be made against the 'Crown' by name but in the name of the authorised department (or the Attorney General) or the minister so as to accord with body against whom the order was made. If the order was made in civil proceedings against an authorised department, the department will be held to be in contempt. On judicial review the order will be against the minister and so normally should be any finding of contempt in respect of the order.

However, the finding under appeal is one made against Mr. Baker personally in respect of an injunction addressed to him in his official capacity as the Secretary of State for the Home Department. It was appropriate to direct the injunction to the Secretary of State in his official capacity since, as previously indicated, remedies on an application for judicial review which involve the Crown are made against the appropriate officer in his official capacity. This does not mean that it cannot be appropriate to make a finding of contempt against a minister personally rather against him in his official capacity provided that the contempt relates to his own default. Normally it will be more appropriate to make the order against the office which a minister holds where the order which has been breached has been made against that office since members of the department concerned will almost certainly be involved and investigation as to the part played by individuals is likely to be at least extremely difficult, if not impossible, unless privilege is waived (as commendably happened in this case). In addition the object of the exercise is not so much to punish an individual as to vindicate the rule of law by a finding of contempt. This can be achieved equally by declaratory finding of the court as to the contempt against the minister as representing the department. By making the finding against the minister in his official capacity the court will be indicating that it is the department for which the minister is responsible which has been guilty of contempt. The minister himself may or may not have been personally guilty of contempt. The position so far as he is personally concerned would be the equivalent of that which needs to exist for the court to give relief against the minister in proceedings for judicial review. There would need to be default by the department for which the minister is responsible.

In addition Mr. Richards argued that for a finding of contempt against Mr. Baker personally it would not suffice to establish contempt to show that Mr. Baker was aware of the order and had not complied with it. It would also be necessary to show an intention to interfere with or impede the administration of justice. If such an intent was shown to exist, then Mr. Richards conceded that the conduct of the minister would fall outside his authority as a minister, it would be a personal act not the act of the Crown; and it would expose him to a personal liability for contempt. In support of the distinction which he relied upon, Mr. Richards referred to the speech of Lord Oliver of Aylmerton in *A-G v Times Newspapers Ltd* [1991] 2 All E.R. 398 at 414-415, [1992] 1 A.C. 191 at 217-218, where Lord Oliver stated:

'A distinction (which has been variously described as "unhelpful" or "largely meaningless") is sometimes drawn between what is described as "civil contempt", that is to say contempt by a party to proceedings in a matter of procedure, and "criminal contempt". One particular form of contempt by a party to proceedings is that constituted by an intentional act which is in breach of the order of competent court. Where this occurs as a result of the act of a party who is bound by the order or of others acting at this direction or on his direction or

on his instigation, it constitutes a civil contempt by him which is punishable by the court at the instance of the party for whose benefit the order was made and can be waived by him. The intention with which the act was done will, of course, be of the highest relevance in the determination of the penalty (if any) to be imposed by the court, but the liability here is a strict one in the sense that all that requires to be proved is service of the order and the subsequent doing by the party bound of that which is prohibited. When, however, the prohibited act is done not by the party bound himself but by a third party, a stranger to the litigation, that person may also be liable for contempt. There is, however, this essential distinction that his liability is for criminal contempt and arises not because the contemnor is himself affected by the prohibition contained in the order but because his act constitutes a wilful interference with the administration of justice by the court in the proceedings in which the order was made. Here the liability is not strict in the sense referred to, for that has to be shown not only knowledge of the order but an intention to interfere with or impede the administration of justice - an intention which can of course be inferred from the circumstances.

I happily adopt the approach of Lord Oliver. It reflects the distinction which I have drawn between the finding of contempt and the punishment of the contempt.

2. Rules of the Supreme Court, Order 52 (Extrait)

Committal for contempt of court

1. (1) The power of the High Court or Court of Appeal to punish for contempt of court may be exercised by an order of committal.

(2) Where contempt of court-

(a) is committed in connection with-

(i) any proceedings before a Divisional Court of the Queen's Bench Division, or

(ii) criminal proceedings, except where the contempt is committed in the face of the court or consists of disobedience to an order of the court or a breach of undertaking to the court, or

(iii) proceedings in an inferior court, or

(b) is committed otherwise than in connection with any proceedings,

then, subject to paragraph (4), an order of committal may be made only by a Divisional Court of the Queen's Bench Division.

This paragraph shall not apply in relation to contempt of the Court of Appeal.

(3) Where contempt of court is committed in conjunction with any proceedings in the High Court, then subject to paragraph (2), an order of committal may be made by a single judge of the Queen's Bench Division except where the proceedings were assigned or subsequently transferred to some other Division, in which case the order may be made only by a single judge of that other Division.

The reference in this paragraph to a single judge of the Queen's Bench Division shall, in relation to proceedings in any court the judge or judges of which are, when exercising the jurisdiction of that court, deemed by virtue of any enactment to constitute a court of the High Court, be construed as a reference to a judge of that court.

(4) Where by virtue of any enactment the High Court has power to punish or to take steps for the punishment of any person charged with having done any thing in relation to a court, tribunal or person which would, if it had been done in relation to the High Court, have

been a contempt of that Court, an order of committal may be made by a single judge of the Queen's Bench Division.

Application to Divisional Court

2..-(1) No application to a Divisional Court for an order of committal against any person may be made unless leave to make such an application has been granted in accordance with this rule.

(2) An application for such leave must be made *ex parte* to a Divisional court, except in vacation when it may be made to a judge in chambers, and must be supported by a statement setting out the name and description of the application, the name, description and address of the person sought to be committed and the grounds on which his committal is sought, and by an affidavit, to be filed before the application is made, verifying the facts relied on.

(3) The applicant must give notice of the application for leave not later than the preceding day to the Crown Office and must at the same time lodge in that Office copies of the statement and affidavit.

(4) Where an application for leave under this rule is refused by a judge in chambers, the applicant may make a fresh application for such leave to a Divisional Court.

(5) An application made to a Divisional Court by virtue of paragraph (4) must be made within 8 days after the judge's refusal to give leave or, if a Divisional Court does not sit within that period, on the first day on which it sits thereafter.

Application for order after leave to apply granted

3.-(1) When leave has been granted under rule 2 to apply for an order of committal, the application for the order must be made by motion to a Divisional Court and, unless the Court or judge granting leave has otherwise directed, there must be at least 8 clear days between the service of the notice of motion and the day named therein for the hearing.

(2) Unless within 14 days after such leave was granted the motion is entered for hearing the leave shall lapse.

(3) Subject to paragraph (4), the notice of motion, accompanied by a copy of the statement and affidavit in support of the application for leave under rule 2, must be served personally on the person sought to be committed.

(4) Without prejudice to the powers of the Court or judge under Order 65, rule 4, the Court or judge may dispense with service of the notice of motion under this rule if it or he thinks it just to do so.

3. Rules of the Superior Court, Order 44 (Extrait)

2. An order of committal shall direct that upon his arrest the person against whom the order is directed shall be lodged in prison until he purge his contempt and is discharged pursuant to further order of the court, and shall be in the Form N° 12, in Appendix F, Part II.

3. Save in respect of committal for contempt in the face of the court or committal under rule 4 no order of attachment or committal shall be issued except by leave of the Court to be applied for by motion on notice to the party against whom the attachment or committal is to be directed.

4. When the person against whom an order of attachment is directed is brought before the court on his arrest, the court may either discharge him on such terms and conditions as to costs or otherwise as it thinks fit or commit him to prison for his contempt either for a definite period to be specified in the order, or until he shall purge his contempt and be discharged by further order of the court.

4. Bibliographie

- ✓ “Halsbury’s Laws of England”, Londres, Butterworths, vol. 19.
- ✓ “The Supreme Court practice 1997”, Londres, Sweet & Maxwell, 1996, vol. 1, 1858 p. (White Book)
- ✓ ARLIDGE Anthony et EADY David: “The law of contempt”, Londres, Sweet & Maxwell, 1982, 479 p.
- ✓ CARD Richard: “Criminal law”, Londres, Butterworths, 1995, 595 p.
- ✓ CASEY James: “Constitutional law in Ireland”, Londres, Sweet & Maxwell, 1992, 562 p.
- ✓ DONALDSON Alfred Gaston: “Some comparative aspect of Irish law”, Durham, Duke University Press, 1957, 293 p.
- ✓ JONES Brian et THOMPSON Katharine: “Administrative law”, Londres, Butterworths, 1996, 577 p.
- ✓ LAWSON F.H. et TEFF Harvey: “Remedies in English law”, Londres, Butterworths, 1980, 309 p.
- ✓ LOWE Nigel et SUFFRIN Brenda: “The law of contempt”, Londres, Butterworths, 1996, 707 p..
- ✓ MAGUIRE Sarah: “Civil and criminal procedure”, Londres, HLT Publications, 1991, 254 p.
- ✓ MCNICOL Suzanne B.: “Law of privilege”, Sydney, The Law Book Company Ltd, 1992, 501 p.
- ✓ MILLER C.J.: “Contempt of court”, Oxford, Clarendon Press, 1989, 492 p.
- ✓ MORGAN David Gwynn et HOGAN Gérard: “Administrative law in Ireland”, Londres, Sweet & Maxwell, 1991, 773 p.
- ✓ PHILLIPS Hood O. et JACKSON Paul: “Constitutional and Administrative law”, Londres, Sweet & Maxwell, 1987, 808 p.
- ✓ QUINN Sean E.: “Criminal law in Ireland”, Wicklow, Irish Law Publishing, 1993, 396 p.